



**Série de conversations Metropolis
Numéro 6**

**Grandir dans les villes :
Bâtir des villes meilleures avec les enfants et les jeunes**



**Rapport d'atelier
préparé par
la Commission canadienne pour l'UNESCO**

**Ottawa, Canada
Août 2002**



**CANADIAN COMMISSION FOR UNESCO
COMMISSION CANADIENNE POUR L'UNESCO**

IDRC
International Development
Research Centre



CRDI

Centre de recherches pour le
développement international

SÉRIE DE CONVERSATIONS METROPOLIS

Dès ses débuts, en 1996, le projet Metropolis a créé un formidable réseau de professionnels de l'élaboration des politiques publiques et de chercheurs scientifiques, provenant des gouvernements, des universités, des organisations intergouvernementales, des groupes de réflexion et des ONG, ici au Canada et dans plus d'une vingtaine de pays à travers le monde. Ce réseau a permis d'élargir considérablement l'ensemble des connaissances et l'expertise à la disposition des spécialistes du développement des politiques publiques et des programmes. Il a contribué à sensibiliser davantage les universitaires aux besoins des organismes gouvernementaux et intergouvernementaux et a engendré des relations plus productives avec les ONG.

Le Projet est maintenant arrivé à un stade où sont réunies les conditions qui nous permettent de mettre en œuvre un instrument de recherche sur les politiques publiques plus puissant et plus dynamique, en vue de mieux gérer les changements résultant des migrations et de l'accroissement de la diversité, notamment dans les villes. Nous désirons améliorer la portée de nos débats et de nos discussions, afin de mieux réaliser nos objectifs d'ensemble. Les résultats des petits ateliers consacrés à des sujets très précis, qui ont eu lieu lors de nos conférences, nous ont amenés à penser que la **Série de conversations Metropolis** s'avérera extrêmement profitable, notamment pour ceux qui sont aux prises avec des défis pressants en matière de politiques publiques.

En empruntant d'autres voies que les moyens traditionnels de transfert des connaissances du chercheur au décideur, Metropolis permettra d'établir, grâce à cette série de conversations, un cadre à l'intérieur duquel les décideurs en matière de politiques publiques et les chercheurs pourront, en toute confiance, échanger leurs points de vue, explorer les situations ou les problèmes, remettre en question les idées reçues et sonder l'expertise de chacun, dans le but de faire progresser le processus d'élaboration des politiques publiques et de jeter les bases de solutions pratiques.

Ces rencontres se limiteront à un petit nombre de participants, de quinze à vingt, qui seront choisis avec le client, afin d'être parfaitement à la hauteur de la tâche à accomplir, qu'il s'agisse de gérer la pression de l'immigration sur les services sociaux, ou de gérer le processus d'acceptation des immigrants et des personnes d'origines ethniques diverses par le public, ou encore de déterminer les effets de l'immigration sur la cohésion sociale, l'éducation, le marché du travail local ou national, le logement et l'évolution des quartiers, le commerce, l'économie locale, la criminalité, etc.

(suite sur le troisième de couverture)

(suite du deuxième de couverture)

Cette série de conversations permettra de rassembler un certain nombre d'experts capables d'examiner des questions stratégiques d'intérêt et de discuter des sujets d'importance, en les abordant selon divers points de vue. Les universitaires des quatre Centres d'excellence Metropolis du Canada, ainsi que ceux des instituts de recherche à travers le monde qui se spécialisent dans l'étude de la migration et des questions ethniques, peuvent être invités à ces discussions, tout comme les décideurs de tous niveaux au Canada et à l'étranger. La Série de conversations Metropolis représente un moyen à la fois simple et extraordinaire de mettre à profit le réseau créé par le projet Metropolis. Non seulement les participants seront-ils en mesure de travailler de façon intensive avec les membres de ce réseau appartenant à quinze des plus grandes universités canadiennes et à des organisations telles que l'UNESCO, la Commission européenne, le réseau de recherche Asie-Pacifique sur les migrations et l'Organisation internationale pour les migrations, mais aussi vous pourrez établir des liens durables avec ces organisations pour l'avenir.

Comment communiquer avec nous

Pour organiser une session dans le cadre de la Série de conversations Metropolis, pour soumettre ou préciser des questions à étudier, pour rassembler des participants de qualité, pour commander des études de fond, pour établir les modalités de la session et pour discuter du suivi, veuillez vous adresser à :

Howard Duncan
Chef de direction
Projet Metropolis
365, avenue Laurier Ouest, 15e étage
Ottawa (Ontario) K1A 1L1

Tél. : (613) 957-5916
Télec. : (613) 957-5968
Courriel : howard.duncan@ic.gc.ca



Centres d'excellence Metropolis :

RIIM, Vancouver : UBC, Simon Fraser, Univ. of Victoria
PCERII, Edmonton : Univ. of Alberta, Univ. of Calgary, Univ. of Manitoba,
Univ. of Regina, Univ. of Saskatchewan, Univ. of Winnipeg
CERIS, Toronto : Univ. of Toronto, York Univ, Ryerson Polytechnique Univ.
IM, Montréal : McGill Univ., Univ. de Montréal, UQAM
(INRS-Urbanisation culture et société)

Domaines d'expertise :

Citoyenneté, Culture, Économie, Éducation, Fonction publique et Politique, Intégration linguistique, Logement et Vie de quartier, Religion, Santé, Société

Pays participants :

Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis, France, Grèce, Israël, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pays Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse

Organisations internationales affiliées :

Commission européenne, Organisation internationale pour les migrations, UNESCO, Migration Policy Group, Quartiers en Crise, Centre international pour l'élaboration des politiques en matière de migration

Consortium des commanditaires fédéraux :

Citoyenneté et Immigration Canada, Conseil de recherches en sciences humaines, Patrimoine canadien, Développement des ressources humaines Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Travaux Publics et Services gouvernementaux Canada, Condition féminine Canada, Gendarmerie royale du Canada, Solliciteur général Canada, Statistique Canada

Activités :

Conférences nationales Metropolis, annuelles
Conférences internationales Metropolis, annuelles

Séminaire sur la santé : Ottawa, 1996
Séminaire sur la justice : Ottawa, 1996
Séminaire sur la participation civique : Montréal, 1997
Séminaire sur la justice sociale : Ottawa, 1999
Séminaire sur l'identité : Halifax, 2001
Séminaire sur la participation politique : Ottawa, 2002
Séminaire sur l'intersections de diversités : Niagara Falls, 2003

Première conversation : La capacité d'absorption
Deuxième conversation : Immigrants de deuxième génération
Troisième conversation : Santé des migrants
Quatrième conversation : Importation, gaspillage et exode des cerveaux
Cinquième conversation : Performance économique et sociale des immigrants récents
Sixième conversation : Grandir dans les villes

Numéros spéciaux de revues :

Revue canadienne des sciences régionales, Études ethniques au Canada et Plan Canada

Publications Metropolis :

Bulletin Metropolis (canadien)
Bulletin mondial Metropolis
Dépêches de Metropolis, bimensuelles
Revue de l'intégration et de la migration internationale

Consultez nos sites Web primés à partir de
www.metropolis.net

SÉRIE DE CONVERSATIONS METROPOLIS

CONVERSATION NUMÉRO SIX

GRANDIR DANS LES VILLES : BÂTIR DES VILLES MEILLEURES AVEC LES ENFANTS ET LES JEUNES

Remerciements

Cet atelier a été organisé par Geneviève Talbot, Élisabeth Barot et Katherine Berg de la Commission canadienne pour l'UNESCO, ainsi que Katherine Pestieau et Erin Tolley de l'équipe du Projet Metropolis. L'événement a vu le jour grâce à une subvention accordée par le Centre de recherches pour le développement international, situé à Ottawa, au Canada. Un soutien financier a été apporté au projet par le programme de l'UNESCO Gestion des transformations sociales (MOST), ainsi que la Commission canadienne pour l'UNESCO.

Le présent rapport a été rédigé par Kathryn White, de Black and White Communication. L'animateur de l'atelier, Ronald Bisson, et des experts de l'UNESCO, Louise Chawla et David Driskell, ont contribué à sa préparation. Jeff Holt, de la Commission canadienne pour l'UNESCO, en a assuré la mise en page.

La Commission canadienne pour l'UNESCO est un forum consultatif autonome qui conseille le gouvernement canadien sur ses relations avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et qui coordonne ses activités au Canada. Pour obtenir de plus amples informations sur la Commission et sur les activités qu'elle mène :

COMMISSION CANADIENNE POUR L'UNESCO

350, rue Albert, C.P. 1047
Ottawa, Ontario K1P 5V8
CANADA

Télec. : (613) 566-4405
Courriel : info@unesco.ca
Site web : www.unesco.ca

Table des matières

I	Contexte canadien	4
II	Programme <i>Gestion des transformations sociales</i> et projet <i>Grandir dans les villes</i> de l'UNESCO	5
III	Atelier	6
IV	Créer des méthodes décisionnelles intégratrices à l'échelon municipal	6
V	Phases jalonnant le modèle GUIC	7
VI	Participation des jeunes : les succès et les défis du Canada	8
VII	Propos d'universitaires	11
VIII	Leadership du Canada à l'égard du leadership des jeunes	12
IX	Conclusions, recommandations et prochaines étapes	13
	<i>Bibliographie</i>	18
	<i>Annexes</i>	
	Annexe 1 : Indicateurs de qualité environnementale axés sur les enfants : conclusions tirées de la renaissance des huit villes du projet <i>Grandir dans les villes</i>	20
	Annexe 2 : Échelle de participation	21
	Annexe 3 : Sites du projet <i>Grandir dans les villes</i> , de 1970 à 2002	22
	Annexe 4 : Liste des participants à l'atelier	23

**Grandir dans les villes :
Bâtir des villes meilleures avec les enfants et les jeunes
Préparé par la Commission canadienne pour l'UNESCO**

I CONTEXTE CANADIEN

Alors que le Canada s'adapte au contexte de gestion publique du XXI^e siècle, trois grands enjeux se dessinent. D'abord, il devient de plus en plus impératif de reconnaître et d'appuyer « des villes compétitives et des communautés en santé [...] essentielles à notre bien-être individuel et collectif » (*Discours du Trône*, septembre 2002), car il est crucial de se rendre compte de l'importance de nos centres urbains - au moins 80 p. 100 de la population canadienne réside dans les villes. En deuxième lieu, comme ses nombreux engagements sur les scènes internationale, nationale et provinciale en font foi¹, le Canada consulte ses citoyens dans la prise de décisions; il est d'ailleurs perçu comme un modèle à suivre. Les gouvernements, la société civile et l'industrie ont élaboré et peaufiné des projets à vaste échelle qui intègrent les citoyens. Cependant, une importante frange de la population est souvent laissée pour compte dans le processus consultatif : les enfants et les jeunes. Ce sont plus particulièrement les jeunes marginalisés - touchés par la pauvreté, le racisme, la discrimination ou d'autres facteurs de risque - qui font les frais de ce manque d'intégration. Il y a bien eu des exceptions notables à l'exclusion des enfants et des jeunes aux vraies décisions (notamment une conférence sur les enfants et la guerre tenue par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, le *Toronto Youth Cabinet* mis sur pied et soutenu par la ville de Toronto pour aider son Conseil municipal à prendre des décisions concernant les jeunes, et une initiative québécoise destinée aux jeunes, le *Forum Jeunesse*). Il reste toutefois que, même si les jeunes et les enfants connaissent très bien les obstacles auxquels ils sont confrontés dans leur communauté, ainsi que les passerelles pour les franchir, leur participation aux décisions touchant leur collectivité est sporadique et ne s'inscrit pas dans une démarche permanente.

¹ Par exemple, sur la scène internationale, le préambule au Programme pour l'habitat et la Convention relative aux droits de l'enfant; " Action 21 " du Sommet de la Terre de 1992; le Programme sur l'homme et la biosphère de l'UNESCO.

II PROGRAMME GESTION DES TRANSFORMATIONS SOCIALES ET PROJET GRANDIR DANS LES VILLES DE L'UNESCO

En 1993, dans le cadre de son Programme intergouvernemental en sciences humaines et sociales, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) lançait le programme Gestion des transformations sociales (MOST). Ce programme a été conçu pour favoriser la recherche comparative internationale en sciences sociales. Son objet premier est d'appuyer les recherches autonomes de grande envergure et de longues durées et d'en communiquer les résultats à la société civile et au décideurs. Du programme MOST est né le projet *Grandir dans les villes* (GUIC), qui vise à comprendre l'environnement urbain du point de vue des enfants et incite des jeunes à apporter des changements dans leur collectivité. Ce projet s'inscrit dans la foulée du mouvement de l'urbanisme participatif des années 1970 - en l'occurrence celui lancé par Kevin Lynch, un urbaniste novateur très réputé. Le projet GUIC poursuit plusieurs buts à la fois : montrer comment les enfants utilisent leur environnement local et évaluent les ressources et les interdits de leur collectivité; mettre à profit cette information pour comprendre comment l'environnement urbain influe sur la vie des enfants; mettre en œuvre des mesures en fonction des priorités cernées par les jeunes; déterminer les indicateurs attestant d'« environnements favorables » dans l'élaboration de politiques urbaines axées sur les enfants. Le projet GUIC met à profit un modèle de recherche participative qui fait intervenir les enfants et les jeunes à la fois comme sujets et agents de recherche; il travaille directement auprès des enfants afin de les aider à s'exprimer et à proposer des changements à leur environnement. De plus, il tente d'unir les efforts des organismes communautaires et des universités pour fournir un cadre rigoureux, basé sur les sciences sociales, au processus consultatif. La renaissance des huit villes² où se déploie le projet GUIC sous la coordination internationale de Louise Chawla, à laquelle contribue également le programme MOST, a eu des retombées - et en exerce toujours - encore plus vastes que celles souhaitées par Lynch à son époque. Parmi celles-ci figurent la définition d'indicateurs de qualité environnementale axés sur les enfants, des

² Johannesburg (Afrique du Sud), Northampton (Royaume-Uni), Bangalore (Inde), Trondheim (Norvège), Oakland (États-Unis), Buenos Aires (Argentine), Melbourne (Australie) et Varsovie (Pologne).

améliorations matérielles à la collectivité et des modifications aux politiques et à la gestion publique³.

III ATELIER

En août 2002, la Commission canadienne pour l'UNESCO rassemblait de jeunes leaders, des élus municipaux, des fonctionnaires fédéraux œuvrant dans l'élaboration de politiques, des universitaires, des ONGs (la Fédération canadienne des municipalités et l'Institut sur la gouvernance) ainsi que des travailleurs communautaires auprès des jeunes afin de les initier au modèle de recherche participative qui oriente le projet *Grandir dans les villes*, et de sonder les possibilités d'élargir, d'adapter et de soutenir la participation des enfants et des jeunes du Canada à l'aide de ce modèle. Le but de la discussion ainsi tenue était de déterminer les prochaines étapes à suivre pour intégrer les jeunes à l'évaluation, à la planification et à la mise en œuvre d'activités dans leur collectivité.

IV CRÉER DES MÉTHODES DÉCISIONNELLES INTÉGRATRICES À L'ÉCHELON MUNICIPAL

6

D'aucuns ont reconnu que, au Canada, les efforts en faveur de la participation des enfants et des jeunes aux décisions prises à l'échelon municipal étaient encore balbutiants - n'étant pas encore soutenus de façon globale et manquant de cohérence. Toutefois, quelques initiatives d'importance ont été citées comme pratiques exemplaires, riches de leçons pour favoriser une intégration véritable de la jeunesse. Comme l'a noté un jeune, une participation « réussie » au processus décisionnel « peut différer fortement » que l'on soit jeune ou adulte, soulevant ainsi la notion de « succès » - dont la définition peut verser dans la subjectivité - lorsqu'on évalue l'intégration et l'intervention des jeunes et des enfants.

Cet écart dans les indicateurs de participation a notamment été abordé par Roger Hart avec son « échelle de participation »⁴, qu'ont présentée Louise Chawla et David Driskell. Celle-ci établit huit niveaux de participation des jeunes aux projets, de la non-participation

³ Voir l'annexe 1.

⁴ Voir l'annexe 2.

- manipulation - au degré le plus élevé, c'est-à-dire des décisions amorcées par des enfants et qui sont partagées avec des adultes.

Le groupe a manifesté une impatience palpable pour aller de l'avant dans la participation des jeunes au sein des collectivités, voire en faire une démarche réelle à la grandeur du pays. On a décrit un certain nombre d'initiatives canadiennes prônant une intégration efficace des enfants et des jeunes aux décisions prises dans le milieu. Certaines dénotent un esprit d'invention et seront présentées plus loin dans ce rapport. L'impatience dont a fait preuve le groupe était surtout nourrie par le fait que, même dans le cas des plus novateurs, les initiatives canadiennes sont inconstantes et souffrent d'un manque d'appui ferme de la part des institutions. Aussi a-t-on recommandé de faire en sorte qu'on puisse grandir *au Canada* en s'inspirant du modèle qui oriente le projet GUIC, en mentionnant que le moment était opportun pour lancer des clones de celui-ci dans quelques villes canadiennes afin de commencer à générer des données comparatives utiles à l'échelon national⁵.

V PHASES JALONNANT LE MODÈLE GUIC

En cours de dialogue, il s'est avéré utile d'en apprendre un peu plus sur les phases jalonnant la mise en œuvre d'un projet GUIC. Une fois l'équipe de recherche-action formée, les jeux de maillage et d'alliance qui s'opèrent pour démarrer un projet GUIC sont aussi déterminants que les activités des phases plus avancées. Celles-ci incluent la création de coalitions avec des groupes établis qui sont favorables aux jeunes, l'identification des leaders communautaires en mesure de défendre les projets et d'en communiquer les résultats. Le projet s'appuie toujours sur une description approfondie des collectivités, et ce, par les jeunes qui les habitent. Les méthodes de description employées comprennent des entrevues, des discussions de groupe et des circuits animés par les jeunes, au cours desquels ceux-ci présentent les « bons » et les « mauvais » côtés de leur région, ainsi que des photographies qui peuvent être affichées dans des endroits publics pour inciter l'ensemble de la collectivité à fournir un point de vue historique sur les immeubles et les espaces photographiés. Cette phase d'évaluation, comme toutes les autres phases, appelle des chercheurs universitaires à collaborer

⁵ L'annexe 3 décrit les sites du projet Grandir dans les villes, de 1970 à 2002.

avec des animateurs sociaux afin de garantir la production de données quantitatives probantes et d'une bonne valeur comparative, tout en intégrant les jeunes chercheurs au processus lui-même et, sous cet angle nouveau, à leur collectivité. Cette recherche interactive, ou participative, établit la base de référence à partir de laquelle suivre les modifications aux conditions des jeunes gens, et fournit les preuves qui inciteront le grand public à appuyer les améliorations ou les changements qui s'imposent. Enfin, le processus prévoit une formation préparatoire aux techniques sur lesquelles il se fonde, laissant ainsi un héritage favorable au renforcement de capacités solides.

Voir avec des yeux d'enfants...

« Retombez en enfance. Pensez à un endroit que vous chérissiez - hormis votre maison - et à ce qui le rendait si spécial à vos yeux. Pensez ensuite à un endroit que vous évitiez, que vous jugiez mauvais. Qu'est-ce qui le rendait ainsi ? »

VI PARTICIPATION DES JEUNES : LES SUCCÈS ET LES DÉFIS DU CANADA

8

Un membre d'un cabinet jeunesse mis sur pied à Toronto (Toronto Youth Cabinet) a décrit les étapes qu'a dû suivre cet organisme pour acquérir suffisamment de crédibilité afin d'être reconnu et perçu en toute légitimité par les élus et le personnel de l'Hôtel de Ville de Toronto. La création d'une tribune à l'intention de « jeunes experts » pour assurer une continuité et le renforcement des capacités est apparue comme la première de nombreuses recommandations en matière de formation. Le soutien de la gence politique à la participation des jeunes est essentiel.

Les exemples révélant un manque flagrant d'intégration des jeunes abondaient, entre autres celui d'un projet sur la tolérance conçu à l'intention de musulmans et de non-musulmans. Malgré la participation active des jeunes à ce projet, il reste que leur immense contribution a été ignorée jusqu'à ce que les attaques terroristes du 11 septembre 2001 se produisent.

Les Jeux autochtones dont Winnipeg a été l'hôte en 2002, plus particulièrement la décision du maire d'y inviter de nombreux jeunes, étaient un exemple touchant de l'effort en faveur de la participation des jeunes. L'événement a sensibilisé avec force à la nécessité d'encourager

l'intégration des jeunes et de leur confier les rênes. Malgré tout, ce succès ne s'est pas inscrit dans une approche plus générale et durable.

Un conseiller municipal du Nouveau-Brunswick, également militant a reconnu que les « enfants ont de la difficulté à comprendre quelle est leur place ». Il a décrit un projet de Développement des ressources humaines Canada (DRHC) dans le cadre duquel des écoles locales participaient à des activités éducatives coopératives pour préparer les jeunes au marché du travail. Bien que les résultats aient semblé très positifs, on a dit qu'il ne s'agissait pas d'un projet conçu pour les jeunes. D'autres initiatives axées sur les loisirs ont connu plus de succès en ce qui a trait à la participation des jeunes, mais on a reconnu la nécessité d'un projet comme *Grandir dans les villes*.

On a établi une mise en garde concernant les déclarations impossibles à soutenir. « Nos jeunes se découragent, les troupes se divisent et l'énergie se perd. » Tels étaient les mots du jeune conseiller municipal du Nouveau-Brunswick qui mettait en relief le besoin immédiat et urgent d'inciter les conseillers municipaux à obtenir une formation pour favoriser la participation des jeunes. Il a expliqué que les impératifs concurrentiels des municipalités, des provinces et des territoires posaient des obstacles à une participation intégrée des jeunes. De nombreuses municipalités considéraient la participation des jeunes comme une vocation « sociale », et leurs conseillers diraient donc qu'il s'agit d'un enjeu provincial, que le gouvernement fédéral doit appuyer. En réalité, tous les ordres de gouvernement doivent mettre l'épaule à la roue et reconnaître le besoin de formation.

Dans une déclaration militante rafraîchissante, pour faire écho au fait que « les jeunes ne votent pas », un membre du Toronto Youth Cabinet a décrit une forme de partenariat avec des leaders adultes dans un quartier municipal afin de démontrer l'importance des jeunes dans la collectivité. Le pouvoir des partenariats stratégiques, « même avec des gens avec lesquels nous pourrions ne pas vouloir nous allier », est fondamental.

Pour donner un autre exemple de partenariat stratégique, le conseiller du Nouveau-Brunswick a indiqué qu'inciter les aînés à appuyer les initiatives favorables aux jeunes, en l'occurrence dans le secteur des loisirs serait un bon partenariat. Les partenariats intergénérationnels, particulièrement avec les aînés, ont été approuvés, et on a donné en exemple les clubs philanthropiques. Pour encourager de tels partenariats et rendre les groupes de jeunes plus crédibles, on pourrait notamment leur accorder un statut officiel.

Le recours à Internet pour rejoindre les jeunes qui, souvent, ne connaissent pas les initiatives qui leur sont destinées, est une option qui convient bien aux jeunes citoyens. Dans le même ordre d'idées, il existe un nouveau périodique à Toronto, *Catch the Flavour*, dont la production est entièrement assurée par des jeunes et qui vise à les éduquer sur le plan social.

Le rôle de la gente politique en matière d'éducation sociale des jeunes a fait l'objet de questions. Quelles relations entretient-elle avec les établissements où se trouvent des jeunes? Les écoles, qui offrent un exemple évident, apparaissent comme des lieux où les élus et les gens politiques gagneraient à être plus présents au quotidien.

On s'est penché sur les difficultés à atteindre les jeunes marginalisés. Il est difficile d'avoir accès à ceux qui sont privés du droit de représentation. Ainsi, le leader d'un groupe qui combat la violence chez les jeunes en collaboration avec la police, a insisté sur l'intégration des jeunes sans-abri, puisque cette condition exerçait beaucoup d'impact. Il faut revoir et adapter les stratégies axées sur ces jeunes.

Des anecdotes personnelles ont été racontées, avec des données tirées des sciences sociales à l'appui, pour insister sur le rôle essentiel que peut jouer un adulte attentionné - à l'extérieur de la famille immédiate - dans les efforts visant à faire participer les jeunes et à encourager leur leadership. Ce serait un élément clé du programme.

Un des projets présenté lors de cet atelier et qui était l'exemple le plus convaincant d'une bonne intégration des jeunes au processus décisionnel et à l'élaboration de stratégies, est celui du Sommet de la jeunesse organisé par le Gouvernement du Québec en 1998 et de ses suites. Ce Sommet a débouché sur la mise en œuvre d'un programme d'envergure provinciale dont on a confié l'administration à des jeunes, y compris le volet financement. Les jeunes ont participé à part entière aux décisions, même celles touchant les finances, grâce à de bons arguments et à l'ouverture des dirigeants provinciaux à leur égard. Dans les semaines qui ont suivi l'atelier GUIC, ces groupes (représentant 18 régions de la province) se sont vu accorder un financement supplémentaire de 15 millions de dollars sur trois ans - un gage de durabilité. Les leçons tirées de ce processus novateur indiquent que les jeunes doivent modifier les structures gouvernementales là où elles posent des barrières à leur intégration; les jeunes ont besoin d'être écoutés et, pour ce faire, ils doivent " infiltrer " le gouvernement; toutes les générations doivent évoluer côte à côte, et non les unes contre les autres, dans l'exercice de leur droit de parole.

VII PROPOS D'UNIVERSITAIRES

Trois universitaires canadiens spécialisés dans un domaine connexe à l'engagement des jeunes (voir la bibliographie) ont participé à cet atelier. On les a invités à parler de leur champ de recherche et à prendre part aux échanges.

Tullio Caputo a mis l'accent sur l'importance de « normaliser » la participation des jeunes. Si on se réfère à la terminologie des mouvements féministes, des droits humains ou encore environnementaux, on pourrait aussi parler 'd'inclusion' au lieu de 'normalisation'. Le professeur Caputo a présenté la question de l'inclusion des jeunes dans un contexte de cohésion sociale, présentant la participation des jeunes aux décisions comme du capital social. Il a expliqué le besoin de travailler à trois niveaux : sur le terrain ou à l'échelon local, à un palier politique et sur le plan organisationnel. Dans son enquête pour Santé Canada, *À l'écoute des jeunes : une étude sur la participation des jeunes dans diverses municipalités canadiennes*, il était arrivé à la conclusion que, pour certaines collectivités, ce besoin n'était tout simplement pas à l'ordre du jour; que les collectivités devaient être informées des moyens de faire participer les jeunes; que le matériel de formation, surtout celui destiné aux écoles, était essentiel; que les pratiques exemplaires devaient être partagées et consignées; que l'engagement des jeunes devait être formulé d'une manière qui interpelle les chercheurs et les concepteurs de politiques pour assurer la prise de décisions favorables aux jeunes.

Henry Milner a abordé la notion de « citoyen » telle que conçue par le gouvernement fédéral, dans un contexte où celui-ci intervient peu dans les provinces. À l'exception du Québec, qui semble à l'avant-garde sur cette notion au niveau politique, la question de citoyenneté est « reléguée » aux municipalités. Il a présenté comme un problème cette fragmentation observée dans de nombreuses municipalités, qui proposent des approches diversifiées, voir aucune, à la question de la citoyenneté. Se basant sur sa propre recherche, il a aussi soulevé le manque d'intérêt des jeunes à l'égard des concepts de citoyenneté ou d'engagement. Sa recherche lui a permis de constater que c'est la jeunesse, perçue comme un secteur, qui ne vote pas - et non l'ensemble des Canadiens, selon une croyance plus répandue. Comment nos politiques peuvent-elles espérer atteindre ceux qui ne sont pas engagés alors qu'il est si difficile de le faire avec eux qui sont déjà disposés à participer? L'une des réponses à cette question rhétorique provenait de l'approche québécoise : faire de l'intégration des jeunes une priorité.

Madeleine Gauthier a surtout pris la parole dans le cadre des échanges de l'atelier, doutant de l'applicabilité du projet GUIC dans l'actuel contexte canadien. Elle a plaidé en faveur de la formation, qu'elle considère essentielle pour intervenir dans les structures et les organisations. Selon elle, la définition des conditions préalables à l'engagement des jeunes serait un aspect particulièrement utile de la recherche effectuée dans le cadre du projet GUIC. Pourrait-il servir à former des leaders et des mentors, ou encore à établir des niveaux d'apprentissage? Elle a insisté sur l'importance des médias et d'une stratégie de communication capable de surmonter certains obstacles (p. ex., les stéréotypes négatifs véhiculés sur les jeunes), et ce, dès le lancement d'une initiative comme le projet GUIC. Elle a aussi rappelé la nécessité de publier les résultats obtenus dans le cadre de telles initiatives pour les rendre plus crédibles aux yeux des universitaires et des décideurs.

VIII LEADERSHIP DU CANADA À L'ÉGARD DU LEADERSHIP DES JEUNES

12

Trois projets de participation des jeunes ont été présentés, par des jeunes ou des porte-paroles lors de cet atelier⁶. On a mis en relief les leçons apprises ainsi que les pratiques exemplaires tirées de ces initiatives - mais celles-ci ne sont pas encore consignées. Les initiatives présentées témoignaient avec force des efforts déployés à différents niveaux par des institutions, des organisations et des intervenants auprès de la jeunesse : sur le terrain, la Commission jeunesse de Gatineau; à l'échelon municipal et sur le plan politique, le *Toronto Youth Cabinet*; à l'échelon provincial et sur un plan à la fois politique et institutionnel, les Forums Jeunesse, au Québec.

Ces projets ont pour dénominateur commun qu'ils se sont heurtés à certaines formes de manipulation, à un manque de reconnaissance, et que les jeunes qui les ont lancés se sont démenés pour trouver des solutions afin de contrer ces problèmes. Ces jeunes ont également fait valoir le besoin de formation. Deux types de formation ont été mentionnés : le besoin de former les adultes dans les instances de pouvoir sur l'importance de la participation des jeunes, et les besoins de sensibiliser les jeunes sur l'importance de la participation et comment, en s'impliquant, ils peuvent atteindre leurs buts. Les jeunes

⁶ Les présentations de ces projets sont disponibles sur demande.

participant ont aussi mentionné qu'ils avaient besoin de formation dans la rédaction de proposition de projet et sur la façon de se présenter. Chaque projet a bénéficié de l'aide précieuse d'un « champion », c'est-à-dire d'un adulte défenseur des intérêts des jeunes, à des étapes charnières. Aider les jeunes à participer à ces processus présentait tout un défi : on a mentionné dans un exposé le manque de soutien réel (qui entraîne un manque d'expérience et de capacité), présenté comme le « syndrome de la porte tournante », ainsi que la « perte de mémoire institutionnelle » qu'il crée. Les personnes qui ont pris la parole ont toutes confirmé le rôle important des médias dans le maintien ou l'amélioration du soutien en faveur de leur engagement. Seul le *Toronto Youth Cabinet* a évoqué la résistance à une participation des jeunes minoritaires et marginalisés. On a insisté sur la nécessité de s'occuper pour de bon des problèmes sociaux auxquels sont confrontés ces jeunes.

IX CONCLUSIONS, RECOMMANDATIONS ET PROCHAINES ÉTAPES

Un dialogue de vaste portée a été enclenché, centré sur les prochaines étapes à suivre pour créer une version canadienne d'un projet tel que *Grandir dans les villes*. Les conseils de la coordonnatrice internationale du projet, Louise Chawla, ont attiré l'attention sur l'idée au cœur du modèle GUIC : entreprendre un projet important qui favorise la participation des jeunes en fonction des valeurs qui leur sont chères dans leur collectivité, en leur proposant un plan d'action pour apporter des changements, tout en générant des données de recherche solides. Mme Chawla a montré comment ils ont procédé pour garantir le financement de la version 1990 du projet GUIC qui a d'ailleurs connu des anomalies (par exemple, c'est une fondation italienne qui a financé une initiative mise en œuvre à Oakland, en Californie). Du fait que le partenariat en recherche est si important, l'intervention d'un étudiant diplômé dans certains sites a été cruciale. De plus, cette intervention a pour effet de réduire les coûts. On a recommandé l'adoption d'une approche multidisciplinaire pour les aspects du projet relatifs à la recherche : Kevin Lynch, l'initiateur du projet, était un urbaniste; Mme Chawla est une pédopsychologue spécialisée en environnement. D'autres modèles de partenariat en recherche ont été couronnés de succès, notamment un projet faisant intervenir un anthropologue, un architecte et un élu local.

Tous ont convenu que le Canada profiterait énormément de la lancée actuelle, des réseaux en place, des données de la recherche et des

capacités existantes pour lancer un projet GUIC. On a également approuvé la proposition d'une initiative « pancanadienne » pour les précieuses données comparatives qu'elle générerait. Une approche nationale répondrait aux préoccupations de ceux qui sont d'avis que, en fin de compte, la citoyenneté est une valeur ainsi qu'une responsabilité à partager dans l'ensemble du pays.

Des participants ont recommandé le jumelage de sites canadiens propices à un projet GUIC avec des collectivités du monde en développement pour donner un point de vue mondial, améliorer la base de données comparatives et participer à des efforts planétaires. L'idée de combiner des sites préoccupés par la marginalisation des jeunes dans leur milieu avec d'autres se trouvant dans des pays moins favorisés, pour en faire des partenaires, était perçue comme un moyen de favoriser une meilleure participation, plus significative, dans la définition des expériences, des lacunes et des risques que vivent en commun ou séparément les collectivités.

Parmi les problèmes importants soulevés par les participants à des projets GUIC figurait le paternalisme dont font preuve certains élus locaux et représentants d'ONG envers les jeunes. Il est arrivé que des élus locaux perçoivent l'installation d'un terrain sportif comme un besoin plus important à combler que celui exprimé par les enfants eux-mêmes : de l'eau potable, un milieu hygiénique ou un environnement de jeu sans violence. Tant les expériences vécues dans le cadre d'un projet GUIC qu'au Canada ont démontré le besoin de développer des compétences en négociation et en représentation pour contrer ce paternalisme.

Un membre du *Toronto Youth Cabinet* s'est montré emballé par les possibilités offertes par un projet GUIC canadien dans sa propre vie à titre de représentant d'une minorité défavorisée. Son enthousiasme tenait à l'influence que pourraient exercer les études de cas préparés dans le cadre d'un tel projet. Les décisions prises à l'échelon municipal sont souvent réactionnaires - « Il faut d'abord que ça aille mal pour qu'on se décide à faire quelque chose. » Une initiative GUIC fournirait des réponses aux conseillers qui se demandent « pourquoi les jeunes sont si en colère. » Bien que ces réponses lui apparaissent évidentes, ce participant a noté que l'obtention de données nationales pourrait servir, par exemple, à atteindre les collectivités autochtones du Nouveau-Brunswick et d'ailleurs pour établir des comparaisons avec d'autres collectivités marginalisées, ce qui répondrait aux besoins des décideurs comme à ceux des jeunes.

Comme bon nombre de participants à l'atelier devaient retourner dans leur collectivité pour préparer sans tarder la mise en œuvre d'un projet GUIC, on a demandé l'établissement d'un point focal d'information. Bien que l'UNESCO ait joué un rôle dans l'appui et la direction du projet au cours des années 1970 et 1990 - entre autres en diffusant les résultats obtenus et en accordant un budget restreint pour les déplacements - la Commission canadienne pour l'UNESCO ne dispose pas des ressources nécessaires pour assumer un tel rôle. Cependant, grâce à son personnel, elle pourra continuer d'appuyer le projet par la création d'un réseau sur Internet, la production d'un rapport et la facilitation des échanges. Un conseiller municipal siégeant au sein d'un comité jeunesse a mentionné que la Fédération canadienne des municipalités (FCM) pourrait servir de centre de soutien. Certains bureaucrates fédéraux ont aussi noté qu'ils pourraient jouer un rôle en trouvant des « enveloppes » budgétaires existantes ou des fonds qui pourraient être alloués à la FCM, dans la mesure où celle-ci représente les municipalités touchées.

Divers participants à l'atelier ont donné leur nom et offert leur appui à l'application du projet GUIC au Canada. On a convenu qu'il fallait participer à d'autres échanges et recueillir des données supplémentaires avant de tenir une autre réunion. Certains participants, notamment ceux du Nouveau-Brunswick et du Manitoba, se sont dits confiants de voir le dialogue s'ouvrir immédiatement entre les jeunes et les autres « intervenants » potentiels de leurs collectivités.

Telles sont les étapes stratégiques à suivre :

- Continuer de susciter de l'intérêt sur les tribunes publiques, entre autres par les journaux communautaires et d'autres véhicules;
- Faire intervenir la FCM et les organismes de financement possibles tôt dans le processus;
- Élaborer et partager une vision d'ensemble des idées, des buts et des résultats auxquels aspirerait un projet canadien calqué sur *Grandir dans les villes*;
- Procéder à une évaluation de base pour s'assurer que les sites sont représentatifs;
- Cerner des éléments et des outils durables pour appuyer l'initiative;

- Établir les atouts et les ressources disponibles - du financement à la présence de leaders dans les groupes de jeune, en passant par l'identification des sites possibles, pour enfin passer aux activités de formation.

Parallèlement à ce processus, il faut approfondir les échanges avec les jeunes et favoriser leur intégration dans tous les aspects de la mise en œuvre.

Pour conclure, David Driskell, co-animateur du projet GUIC, urbaniste et chef de projet à Bangalore, en Inde, a rappelé aux participants que toute démarche visant à favoriser l'intervention des jeunes exige de savoir quand leur laisser la voie libre. Le grand avantage que présente le projet GUIC dans chaque quartier, peu importe le pays, est l'occasion de permettre aux jeunes de prendre de vraies décisions (et assumer les responsabilités connexes). « Qui est absent autour de la table ? » est une question constante dans tout projet GUIC.

Au Canada, l'un de nos atouts les plus précieux est sans conteste notre volonté d'encourager la diversité. Le programme de recherche fédéral, axé sur la cohésion sociale, la croissance et le développement de la personne, s'harmonise parfaitement avec les objectifs de *Grandir dans les villes*. Dans les huit villes qui ont connu une renaissance grâce au projet GUIC dans les années 1990, le plus grand indicateur « positif » d'un environnement de qualité au profit des enfants était l'intégration sociale de ceux-ci; les enfants se sentaient appartenir à leur collectivité, et valorisés. Les Canadiens des quatre coins du pays qui se sont rassemblés pour sonder cette initiative sont repartis en étant décidés à agir, à faire valoir cette occasion offerte au Canada de donner à tous ses citoyens le droit de s'exprimer et de décider, en s'assurant que les outils et les ressources sont à leur disposition pour faire participer les jeunes à l'édification d'une société intégratrice.

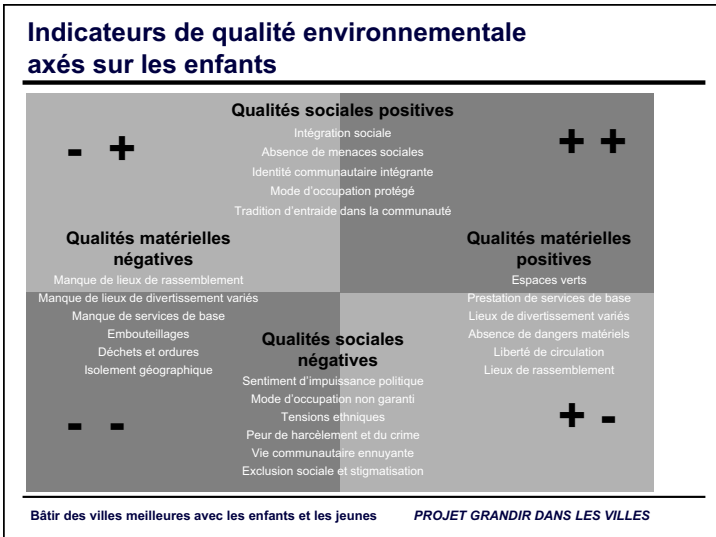
BIBLIOGRAPHIE

1. CAPUTO, Tullio. *À l'écoute des jeunes : une étude sur la participation des jeunes dans diverses municipalités canadiennes*, Santé Canada, Ottawa, 2000.
2. CHAWLA, Louise, dir. *Growing Up in an Urbanising World*, Earthscan/UNESCO Publishing, Londres et Paris, 2002.
3. DRISKELL, David. *Creating Better Cities With Children and Youth : A Manual for Participation*, Earthscan/UNESCO, Londres et Paris, 2002.
4. GAUTHIER, Madeleine, *The Rise of Youth Interest in Civic Participation in Quebec*, exposé présenté à l'Université McGill, 2002.
5. MILNER, Henry, *Civic Drop-Outs? What Young Citizens Know and Don't Know About Politics: Canada in Comparative Perspective*, exposé présenté à l'Université McGill, 2002.

ANNEXES

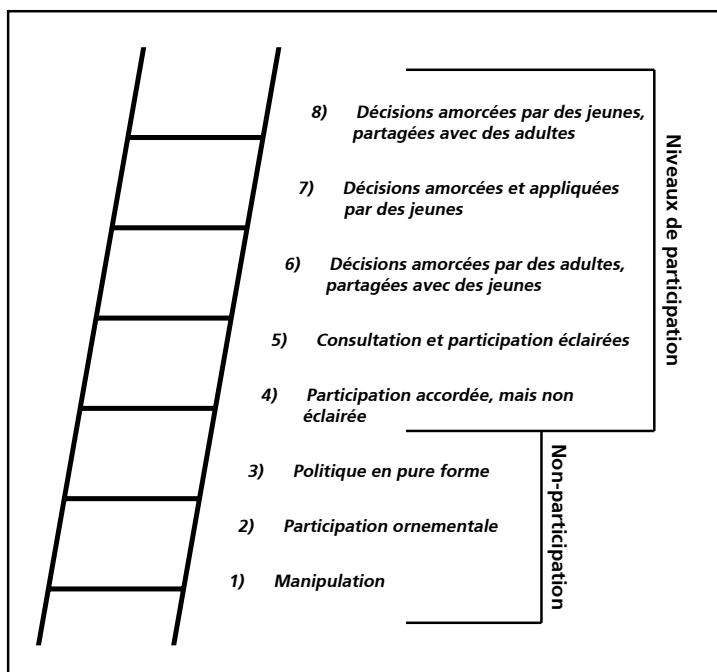
Annexe 1 : Indicateurs de qualité environnementale axés sur les enfants : conclusions tirées de la renaissance des huit villes du projet Grandir dans les villes

(Louise Chawla, dir., *Growing Up in an Urbanising World*, page 229)

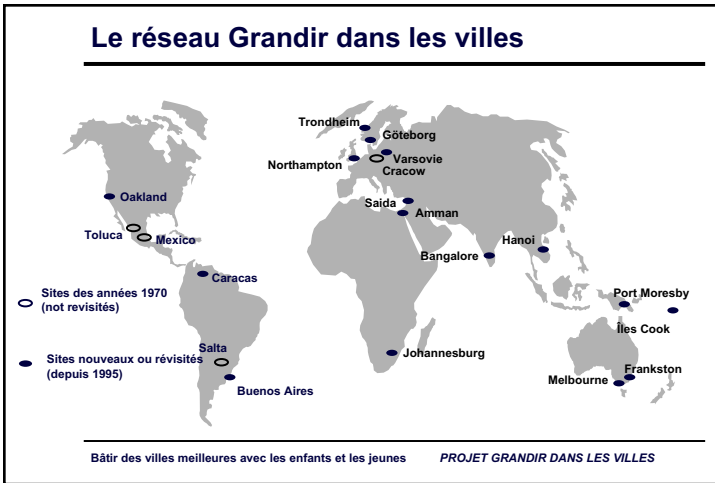


Annexe 2 : Échelle de participation

(Tirée de Roger Hart, *Children's Participation: From Tokenism to Citizenship*, UNICEF)



Annexe 3 : Sites du projet Grandir dans les villes, de 1970 à 2002



Annexe 4 : Liste des participants à l'atelier

Alexandre Gauthier
Commission jeunesse

Christine Lessard
Ministère du Patrimoine Canadien
christine_lessard@pch.gc.ca

David Driskell
Visiting Scholar
Cornell University
driskell@bdplanning.com

Elizabeth Hoffman
Canada's coalition for public
information
hoffman@mb.sympatico.ca

Erin Tolley
Research Analyst
Metropolis Project
erin.tolley@metropolis.net

Gail Cockburn
Child Protection
ACDI
gail_cockburn@acdi-cida.gc.ca

Gilbert Cyr
Councillor
City of Campbellton
gilbert.cyr@gnb.ca

Henry Milner
Professeur Associé
GRIG-Université Laval
henry.milner@grig.ulaval.ca

Janet Neves
Policy analyst
Federation of Canadian
Municipalities
jneves@fcm.ca

Jean Séguin
Director-Promotion Division
CIC, Promotion
jean.seguin@cic.gc.ca

Joel Richardson
President
The Cities of New Brunswick
Association
joel.richardson@gnb.ca

John Capelli
Program Officer
Institute on Governance
jcapelli@iog.ca

Kehinde Bah
Chair
Toronto Youth Cabinet
koinpin@hotmail.com

Louise Chawla
Whitney Young College
Chawla393@aol.com

Madeleine Gauthier
Professeure Responsable
Observatoire jeunes et société
madeleine_gauthier@inrs-uqs.quebec.ca

Marie Bernier
Commission jeunesse de Hull
mariebernier@comnet.ca

Marie-Ève Proulx
Association des régions du Québec
jeunesse@regions.qc.ca

Marie-Hélène St-Onge
Responsable-Secteur Gatineau
Ville de Gatineau
st-onge.marie-helene@ville.gatineau.qc.ca

Mary Peters
Youth Initiative Directory
HRDC
mary.peters@hrdc-drhc.gc.ca

Meg Darragh
Institute on Governance
mdarragh@IOG.CA

Megan Bradley
International Development Research
Centre
mbradley@idrc.ca

Nathalie Veilleux
Coordonnatrice d'activité
Ville de Gatineau
veilleux.nathalie@ville.gatineau.qc.ca

Paul Black
YouthFluence
blackpf@gov.ns.ca

24

Rachna Contractor
City of Toronto
rachna.contractor@utoronto.ca

Ronald Bisson
Facilitator
r@bisson.ca

Roy Boudreau
Conseiller
City of Campbellton
mayor@campbellton.org

Ryan Teschner
Toronto Youth Cabinet
r_teschner@hotmail.com

Sherri Hanley
Federation of Canadian
Municipalities
shanley@fcm.ca

Tullio Caputo
Professor
Carleton University
t.caputo@sympatico.ca